

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

LUNDI 11 JUILLET 1977
N° 495 1,70 F

Commission paritaire : 56 942
Tél : 636 - 73 - 76

MALVILLE 77

LES COMITÉS MALVILLE
ET LA GAUCHE (P. 8)

LIP

- Les flics deux fois dans l'usine en quelques heures
- Le courant coupé par l'EDF

LE POUVOIR VEUT EN FINIR CET ÉTÉ

La vente des montres continue



Par deux fois ce week-end, les flics s'en sont pris aux Lip. Samedi à 4 heures du matin, les quelques travailleurs qui effectuaient la garde de nuit de l'usine ont pu voir arriver trois cars de gardes-mobiles. Les flics ont rapidement investi l'usine, qu'ils ont occupée pendant une heure et demie, pendant que les gens de l'EDF et d'une société civile appelée par le syndic entreprenaient de détruire le transformateur situé à l'intérieur de l'entreprise, à coups de masse. Une fois le mauvais coup accompli, flics et démolisseurs sont repartis.

Mais quelques heures après, vers 14 h 30, pendant qu'avait lieu la vente des montres, la police s'est à nouveau introduite dans l'usine. Cette fois, malgré les protestations des 50 personnes présentes, les flics se sont emparés d'un stock de 388 montres, et de plus, ils ont emmené avec eux trois délégués CFDT, dont Charles Piaget. Les militants n'ont été relâchés qu'après une heure et demie d'interrogatoire.

Cette double agression montre bien la volonté de la bourgeoisie d'en finir avec les Lip, en profitant des vacances pour accomplir ses mauvais coups. Que les Lip,

après la fin des 90% aient refusé de se laisser asphyxier et aient repris la vente des montres. Qu'ils aient pris un certain nombre d'initiatives nouvelles, remportant un franc succès, cela gêne terriblement ceux qui, sans cesse, affirment «Lip, c'est fini», pour être à chaque fois immédiatement démentis par les faits. Dans la dernière période, la bourgeoisie s'était livrée à une véritable campagne de harcèlement contre les Lip, à coup de commissions rogatoires et de poursuites. Mais aussi de façon plus directe, comme dans la nuit du 23 au 24 juin, où déjà les flics s'étaient introduits dans l'usine pour cisailer tous les câbles conduisant au transformateur, et en coupant le téléphone. A ces deux mesures, les Lip avaient répondu du tac au tac, ridiculisant ainsi le pouvoir qui espérait les priver des moyens de poursuivre leur action.

En intervenant à nouveau samedi, les flics espéraient mettre un point final à la lutte des Lip pour un emploi pour tous à Palente. Peine perdue : les Lip ont réussi à mettre un lot de montres à l'abri pendant l'agression policière. La vente des montres continue normalement à Lip.

SAMEDI, AU PELLERIN

15 CARS DE CRS CONTRE LA MANIFESTATION



Samedi matin, la commune du Pellerin a connu un véritable état de siège : il n'y avait pas moins de 15 cars de CRS face à la manifestation appelée par les Comités de Basse-Loire contre la centrale nucléaire. Plusieurs centaines de paysans y ont participé, tracteurs en tête.

LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 4

La première expérience de la bombe à neutrons reconnue par les USA

NOUVELLE ARME NUCLEAIRE

LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 5

Après le discours de Carpentras

DES REACTIONS MITIGÉES

LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 2

A nos lecteurs

Ce numéro est le dernier avant le 1^{er} septembre

Cette année encore, le Quotidien du Peuple est contraint de cesser sa parution pendant la période des vacances.

Pendant la période des vacances, tous les journaux diminuent non seulement le nombre de leurs pages, mais aussi le chiffre de leur tirage. La parution pendant les vacances constitue pour tous les journaux une charge financière particulière. Le Quotidien du Peuple ne peut la supporter, d'autant que la fermeture des entreprises modifie le réseau habituel des points de vente.

Cette contrainte qui s'impose au Quotidien du Peuple rend d'autant plus nécessaire votre participation à la souscription, de même que le réabonnement ou l'abonnement de vos amis, de vos camarades, selon une formule dont vous pourrez trouver le détail dans le Quotidien du Peuple spécial-magazine, qui vient de paraître.

Passez vos commandes du Quotidien Spécial Magazine au Quotidien du Peuple

BP 225
75924 Paris Cédex 19

SUD-OUEST : 24 MORTS, DES CULTURES DÉTRUITES À 100 %

INONDATIONS CATASTROPHIQUES



LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 4

POLITIQUE

Rapports PS-PCF

Oui à la portugualisation du PS

affirme Jean Daniel en réponse au CERES

«Ni périr comme au Chili, ni trahir comme au Portugal» affirmait le CERES lors du congrès du PS à Nantes. Cette volonté avait choqué le PS portugais qui ne s'était pas privé de le dire à Mitterrand lors de son récent voyage au Portugal. Depuis, cette question agite le PS ; ce qui est en cause est de savoir si, une fois au pouvoir, le PS cherchera à évincer son partenaire PCF. N'est-ce pas ce qui s'est passé au Portugal ?

Cette polémique interne au PS est relancée dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine par son rédacteur en chef, Jean Daniel. Dans son éditorial, celui-ci écrit : «Il est manifeste que pour vous, Mario Soarès a endigué la vague de Bien, qui malgré les «erreurs» de Cunhal, leader du PCP, déferlait sur le Portugal (...). Et là, J.P. Chevènement, je dois répéter, au risque de vous mettre de nouveau en colère, que vous me faites froid dans le dos. Vous jugez réellement que Cunhal n'a commis que des erreurs dont les socialistes ont diaboliquement pro-

fité pour faire dériver le grand mouvement de progrès vers les horreurs de la social-démocratie. Si vous regrettez que Mario Soarès et d'autres avec lui aient réagi contre les communistes tels qu'ils étaient au Portugal, alors j'avoue ne pouvoir envisager sans effroi que ceux qui pensent comme vous soient investis de responsabilités en France».

Il est difficile de ne pas entendre dans cet éditorial, une sérieuse mise en garde de Mitterrand au CERES, une menace de le priver de toute responsabilité dans le gouvernement qu'il formera si la gauche l'emporte en 78. Pourquoi en effet, Mitterrand s'encombrerait-il de ministres ayant la même étiquette que lui, mais qui prendraient, la plupart du temps, la défense du PCF lors des désaccords.

Peut-être aussi cela annonce-t-il, que Mitterrand veut avant 78, en découdre avec sa minorité...

Au-delà du CERES, comment ne pas y voir une mise en garde au PCF lui-même ?

F.M.

Après la décision du Ponya : Le PCF «au secours» de Concorde !

La récente décision de l'autorité portuaire de New-York (le PONYA), de prolonger l'interdiction de séjour de Concorde, a provoqué une réaction du PCF ; par la voix de Claude Poperen, membre du bureau politique, il annonce une campagne contre cette décision : télégramme de protestation, pétitions... Le PCF ne s'est-il pourtant pas prononcé pour le maintien de la «saine concurrence internationale» dans son programme ?

Programme commun :

LES DISCUSSIONS ACHOPPENT SUR LES NATIONALISATIONS

Comme on s'y attendait, la rediscussion du programme commun bute sur les nationalisations. C'est là-dessus que PS, PCF et radicaux de gauche ont en effet centré leurs travaux mardi matin, et jeudi dans l'après-midi et toute la soirée. Cette fois-ci, ce sont les projets de société divergents qui se trouvent ouvertement face à face.

Dans une telle situation, il est peu probable qu'un accord survienne lors de l'ultime échange de vues qui doit avoir lieu mardi, avant de s'en remettre au sommet de l'union de la gauche. Pour remplacer celle du 14 juillet, la prochaine réunion aura lieu lundi.

Le nœud des contradictions s'est révélé porter sur la question des filiales des neuf groupes dont la nationalisation est prévue. En effet, en désignant neuf grands groupes, le programme adopté en 72 laissait dans l'ombre une question délicate : celle de toutes les entreprises qu'ils contrôlent. Le PCF a réclamé que toutes les entreprises contrôlées à 51 % et plus par ces groupes soient nationalisées. Le PS lui,

entend que la nationalisation ne touche que les filiales à 100 %. Le résultat est nettement différent : de 1 450 entreprises dans le projet du PCF, on tombe à 400 dans celui du PS.

Le débat porte aussi sur les firmes supplémentaires dont le PCF a demandé la nationalisation à l'occasion de la «réactualisation». Le PS serait prêt à faire des petites concessions : une prise de participation d'environ 25 % dans le capital de

Giscard à Carpentras

«LONG DISCOURS SOUS LES PLATANES»

L'accord avec Chirac ne sera pas facile



Giscard, à Carpentras, a cru bon de faire longuement la liste de toutes les mesures de détail par lesquelles son gouvernement a cherché, ces derniers mois, à se forger à bon marché un visage «social». Ce catalogue pré-électoral ne tient pas une seconde devant les sacrifices imposés aux masses populaires par le plan Barre. Toutes les voix étant bonnes à prendre, Giscard a promis de faire voter une loi en faveur des anciens colons d'Algérie qui y changera quelque chose.

En réalité, ce qui retenait l'attention, vendredi, ce n'était ni ce passage du discours, ni les longs développements creux sur la situation internationale. C'était la manière dont il allait se situer par rapport à l'échéance des élections législatives, et à la situation de la «majorité». Des passages portant sur ce chapitre, on peut retenir deux confirmations, et un silence. Le silence, c'est celui qui a porté sur l'attitude du président de la République dans le cas d'une victoire électorale de la gauche : à peine une allusion, à propos du PCF, au fait que le pré-

sident serait toujours là pour «défendre les institutions». Les deux confirmations, elles, portent sur l'attitude à l'égard du RPR et du parti socialiste.

A Chirac, qui avait tenté la semaine dernière de réunir les formations de droite sous sa houlette, Giscard a rappelé les conditions que jusqu'ici le président du RPR a justement refusées : établissement d'un programme précis face au programme commun, direction de la «majorité» par le premier ministre. De ce côté, on peut s'attendre que l'unité, certes inévitable à terme, mette encore du temps à se réaliser.

La deuxième adresse est celle destinée au parti socialiste : dès maintenant, Giscard fait appel à lui, sous couvert de «tous ceux qui sont attachés aux libertés». Et, pour la période suivant les élections, il a évoqué les «initiatives» qu'il prendra, dans le sens de «l'unité». Appel renforcé par les flèches réservées au PCF, et qui visent, tout en mobilisant l'électorat «majoritaire» à séparer Marchais de son principal partenaire.

Ce qu'ils en disent

Les réactions dans la majorité sont à l'image du discours présidentiel : ternes et s'efforçant de masquer les difficultés. Pour Chirac, il s'agit d'«un pas important dans ce que le RPR considère comme le bon sens, c'est-à-dire que le discours a nettement condamné le programme commun de l'opposition et affirmé qu'il soutenait les candidats de sa majorité... Il s'est engagé dans une voie, la seule qui soit valable et qui consiste à assumer la responsabilité de sa majorité comme l'ont fait ses prédécesseurs». Chirac se déclare donc prêt à participer personnellement au sommet de la majorité qui pourrait se tenir cette semaine. Mais l'approbation en elle-même porte les ferments de nouveaux affrontements : si les événements poussent à l'unité, Chirac n'en continue pas moins d'écarter avec un souverain mépris la direction de Barre, comme il n'a pas dit un mot sur le programme de législature.

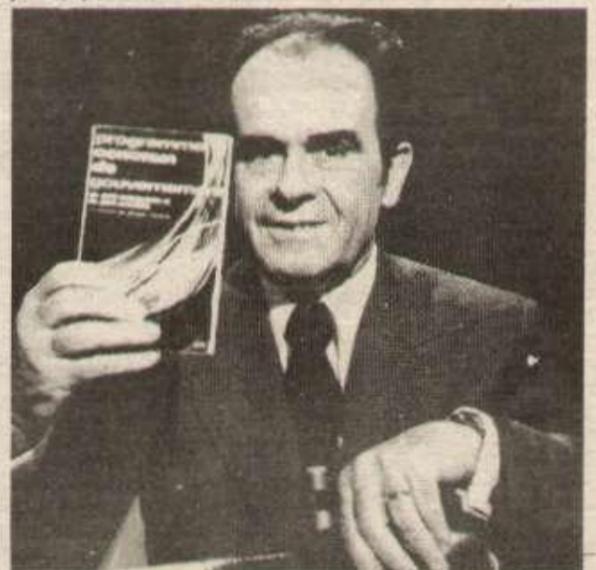
Du côté de l'opposition, les réactions sont également celles qu'on attendait : pour le PCF, le discours de Carpentras «témoigne d'un mépris souverain pour la situation des travailleurs... Plus que jamais, Valéry Giscard d'Estaing s'affirme contre le chef de la droite, des partis coalisés contre les espoirs populaires que porte désormais le programme commun». Quant au PS, dont les réactions sont exprimées par les propos de Defferre, pour lequel «le discours du président de la République recèle une contradiction fondamentale. D'une part, il a annoncé qu'il s'adressait aux Français au nom de la France, en tant que président placé au-dessus des partis. Moyennant quoi, il a dressé un catalogue électoral faisant des promesses tour à tour aux agriculteurs, aux jeunes, aux vieux, aux handicapés, aux rapatriés, promesses d'ailleurs vagues, aussi imprécises en ce qui concerne les chiffres que les dates d'application».

Après ce discours, le giscardisme reste finalement tel qu'il se présente depuis le départ de Chirac du gouvernement, tel qu'on pouvait même le voir s'ébaucher dès les élections présidentielles de 1974 : une tentative pour mettre sur pied une majorité nouvelle de centre-gauche. La nouveauté — si c'en est une — consiste cette fois-ci dans le fait que Giscard en envisage essentiellement la possibilité dans l'hypothèse d'une défaite des signataires du pro-

gramme commun aux prochaines législatives, défaite qu'il entend visiblement tout faire pour susciter.

Entre les forces matérielles que constituent le RPR d'une part, le PCF et le PS d'autre part, cette tactique éternellement réaffirmée continue cependant à laisser prévoir pour l'après-78, un conflit entre le président de la République et le Parlement, plutôt que l'unité retrouvée à laquelle rêve Giscard.

Jean LERMET



A l'époque, il le trouvait bien comme ça. Aujourd'hui, il demande plus de garanties...

LUTTES OUVRIÈRES

Paris 20^eL'ANPE DE MÉNILMONTANT
OCCUPÉE PAR LES EMPLOYÉS
ET LES CHÔMEURS

L'ANPE de Ménilmontant, passage des Saint Simoniens, dans le 20^e arrondissement de Paris, ressemble à toutes les agences nationales pour l'emploi de France : à savoir qu'elle voit défiler dans ses locaux, des milliers de chômeurs qui viennent pointer de quinzaines en quinzaines depuis des mois et plus, sans espoir de trouver un quelconque travail, sauf de rares exceptions. A cela vient s'ajouter un manque d'effectif criant à l'agence qui entraîne souvent un retard, dont se satisfait très bien le pouvoir, dans le paiement des indemnités, quand elles existent. Le personnel chargé d'enregistrer les pointages et d'autres tâches, désireux d'aider les chômeurs se voit contraint à un travail harassant neuf heures par jour.

Aussi, avant-hier, c'est la totalité des employés soutenus par les chômeurs présents, qui s'est mis en grève totale pour une durée de 24 heures, tout en assurant un service minimum pour les

cas les plus aigus.

Vu le nombre d'employés partis en vacances et non remplacés, auquel s'ajoute la mutation récente de quelques autres, le personnel se retrouvait depuis quelques jours limité à 10 personnes pour s'occuper des 3 500 chômeurs, qui passent au moins toutes les quinzaines dans cette agence.

Cette situation qui dure depuis quelques temps a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ce que n'acceptent pas les employés de l'agence du 20^e arrondissement, c'est qu'ils ne soient que vingt et un, en « temps normal » pour effectuer le travail.

Pour donner un aperçu du travail des employés, il suffit de savoir qu'en quelques trois années, si le nombre de chômeurs dans l'arrondissement a plus que doublé les effectifs de l'agence n'ont quant à eux augmenté que de 20 % !

Autre illustration de la charge de travail demandée dans l'agence : le

cas du prospecteur placier. Il est chargé d'étudier les dossiers, en principe de prospecter les emplois éventuellement disponibles et d'orienter sinon placer les candidats. Autant dire tout de suite qu'il y a bien longtemps qu'il ne place plus grand monde nulle part. Mais, malgré ça, le

travail ne manque pas pour le prospecteur : à l'ANPE du 20^e, il n'y a qu'un prospecteur placier pour 3 500 chômeurs, autrement dit une seule personne doit mensuellement s'occuper et mettre à jour 3 500 dossiers ! Le travail a repris. Peut-être pas pour longtemps !

Blanchisserie Tissot (Paris 11^e)

Reprise du travail

UN PREMIER SUCCÈS
QUI EN LAISSE PRÉSAGER
D'AUTRES

Après onze jours de grève avec l'occupation, (celle-ci avait débuté le vendredi 1^{er} juillet), les 90 ouvrières de la blanchisserie teinturerie Tissot (4 rue Folie-Méricourt) ont décidé majoritairement de reprendre le travail.

Tissot, ce patron de choc qui depuis huit jours multipliait les provocations et attaques anti-syndicales (enrôlement de jaunes dans un piquet anti-grève, lacérage de pneus de camions devant les portes de l'entreprise, tentative de traduire des délégués syndicaux devant le tribunal des référés pour « occupation » et « séquestration », laquelle s'avérait être ni plus ni moins qu'une auto-séquestration), s'est finalement vu contraint de satisfaire un minimum de revendications, à savoir :

- Une augmentation des salaires de 6% répartie sur une période de cinq mois,

100 francs de prime supplémentaire ainsi que les jours de grève payés à 200 francs.

• Reste cependant beaucoup de choses à satisfaire, que les ouvrières ne sont pas prêtes à mettre sous le boisseau, et en premier lieu, l'amélioration des conditions de travail particulièrement scandaleuses par une chaleur de 40°, absence de matériel d'aération des locaux, absence de douches, certaines machines défectueuses et très dangereuses. Et sur la question des salaires, il est évident que les ouvrières ne sauraient se contenter longtemps de la seule augmentation arrachée, à savoir environ 100 francs, ce qui porte au mieux les salaires à 1 800 francs mensuels.

Ce premier succès ne peut qu'encourager les ouvrières sur la voie de la lutte.

Sortie manquée
pour trois membres
du commando CFT

Dans la nuit du 4 au 5 juin, un commando ouvrait le feu sur le piquet de grève des ouvriers des VMC, à Reims, tuant un ouvrier, Pierre Maître, tandis que deux autres, Serge Vermeulen et Raymond Richard étaient gravement blessés. L'utilisation par les agresseurs de balles explosives montrait clairement l'intention de tuer du commando. Largement connus chez les travailleurs comme hommes de main, 5 individus (Lecomte, Mangematin, Fritsch, Poulet et Lemaître) tous employés chez Citroën, dont ils employaient une voiture de service, étaient arrêtés. Les avocats de Fritsch, Poulet, Lemaître, avaient demandé leur mise en liberté provisoire, en alléguant que leurs clients n'auraient pas participé à la fusillade, ce qui est contredit par les témoignages. Le juge d'instruction n'a donc pas pu faire moins que de rejeter cette demande. Les nervis resteront donc en prison un moment, ce qui ne gênera guère Citroën, qui a déjà envoyé un remplaçant en la personne du sinistre Pansard. Il semblerait que celui-ci ait fort à faire pour relancer l'officine : sentant que le climat pour eux est devenu particulièrement orageux, les nervis se cantonnent dans un silence prudent, se faisant sèchement rappeler à l'ordre par les travailleurs dès qu'ils manifestent la moindre velléité de sortir de leur réserve.



La manifestation de 10 000 personnes, le 6 juin, à Reims, après l'assassinat de Pierre Maître.

La CFT en recul
chez Citroën Saint-Ouen

Les élections dans les usines Citroën sont réputées pour l'absence totale de démocratie dans leur déroulement. Ainsi, il est courant chez Citroën d'exiger de travailleurs notamment immigrés, qu'ils rendent à la direction après le vote le bulletin non utilisé, précaution qui bien sûr, ne s'impose à cette dernière que lorsqu'on laisse les travailleurs en question disposer de plusieurs bulletins... Si ces règles ne sont pas appliquées, la CFT a toujours la possibilité, comme à Aulnay récemment, de faire annuler les élections. Ce type de scrutin chez Citroën n'a pas empêché la liste CGT-CFDT d'obtenir 40% des voix à l'usine de Saint-Ouen, où la direction avait eu soin de faire reculer la date des élections, pour éviter à la CFT le contrecoup du crime de Reims.

Cadres retenus
à la société mécanique
d'Irigny

La direction de la société mécanique d'Irigny dans le Rhône, a fait connaître le 1^{er} juillet sa décision de licencier 197 personnes sur les 1 100 que l'entreprise emploie. Pour protester contre cette mesure scandaleuse, les travailleurs ont retenu dans leur bureau pendant cinq heures, le directeur du personnel, ainsi qu'une vingtaine de cadres mercredi dernier.

Eaux d'Évian
Le second mois de grève
entamé

Depuis près d'un mois, les travailleurs de la société des eaux d'Évian sont en grève pour leurs salaires. Comme à l'accoutumée, la direction se retranche derrière le plan Barre pour justifier son intransigeance. Au bout d'un mois de grève, elle n'a encore rien cédé. Les organisations syndicales ont organisé un vote sur la poursuite du mouvement, et 700 travailleurs se sont prononcés pour.

Cherchant à semer la division chez les travailleurs, la direction a, de son côté, organisé un vote. 451 votants se sont prononcés pour la reprise du travail, 80 contre. L'entreprise employant 1 300 personnes, la grève est donc assez largement majoritaire. La direction n'a réussi qu'à se discréditer un peu plus.

**SOUSCRIVEZ
AUX 10 MILLIONS
POUR LA
TRANSFORMATION
DU QUOTIDIEN
DU PEUPLE**

Rehault

GRÂCE AU FONDS
DE SOLIDARITÉ :
1^{er} COMPLÉMENT DE SALAIRE

Les travailleurs de
chez Rehault, à Fougè-

res, restent mobilisés.
160 travailleurs partici-

paient à l'Assemblée
Générale du 7 juillet.

Déjà un complément de salaire a pu être versé aux travailleurs en lutte grâce au fonds de solidarité, provenant notamment de la vente des produits fabriqués. Pour ce 1^{er} versement, les travailleurs ont choisi que soit versée la même somme pour tous.

Ils ont également demandé une allocation de 35 % de leur salaire au fonds social de l'ASSEDIC. Une fois de plus les Réos ont trouvé contre eux le responsable local de FO, qui s'est permis d'affirmer que 16 francs par jour sont bien suffisants pour vivre, propos qu'il se garde de mettre en pratique pour lui-même.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

A la suite d'une intervention du Comité de Lutte de Bergson

Philippe accusé de violence et voie de fait envers le censeur Procès le 13 juillet

Mardi 15 mars, à la suite d'une intervention du comité de lutte du lycée Bergson (19^e) : fermeture des grilles du lycée le matin, intervention au mégaphone devant tous les lycéens et réouverture des grilles, et d'une légère bousculade, notre camarade de Philippe Ciano (solidaire de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire), est interpellé par la police. Cette initiative du comité de lutte de Bergson avait pour but d'informer les lycéens de l'accroissement de la répression : avertissement pour des motifs futiles, conseils restreints de professeurs dans le but de vider des élèves mais aussi arrachage systématique des affiches du comité de lutte envers ses interventions au mégaphone.

Mais l'affaire n'en est pas restée là, et, accusé de violence et voie de fait envers le censeur, Philippe est aujourd'hui l'objet d'une plainte.

L'acte d'accusation est en lui-même un scandale puisqu'aucun coup n'a été porté à Bouillaguet, le censeur. De plus, notre cama-

rade a été prévenu le 30 juin qu'il passait le 13 juillet, ceci pour deux raisons : par peur de la mobilisation qu'entraînerait ce procès pendant l'année, et parce que les témoins sont en vacances. Ainsi les buts suivis par la direction apparaissent clairement. Dans tout le courant de l'année dernière, Haby a voulu en finir avec le mouvement lycéen sur Paris pour que sa réforme puisse passer en septembre. Et pour cela, il vide les élèves actifs, les empêche de s'exprimer et pour justifier la répression, alors qu'il est bien clair que nous ne sommes pas pour l'action violente individuelle, il veut faire croire que le mécontentement des lycéens est l'acte d'éléments extérieurs. Ce motif est une attaque contre tous les révolutionnaires.

Venez nombreux soutenir Philippe qui passe en procès :

Le 13 juillet à 9 h du matin devant la 2^e Chambre correctionnelle au Palais de justice. Métro Cité

Le comité régional parisien de l'UCJR

Sud-Ouest :
24 morts,
des cultures détruites à 100 %

INONDATIONS CATASTROPHIQUES

Déjà durement touché par les inondations au mois de février, le Sud-Ouest vient de connaître plusieurs jours d'orages presque ininterrompus qui ont fait de nombreuses victimes et causé d'importants dégâts.

Le bilan se montait hier matin à neuf morts et 15 disparus ; bilan provisoire car les perturbations du réseau téléphonique n'ont pas permis de centraliser toutes les informations. La zone sinistrée comprend les départements du Lot-et-Garonne, le Gers et une partie du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne.

LE GERS : AUCH SOUS DEUX METRES D'EAU

De violentes averses ont commencé à tomber dans la nuit de jeudi à vendredi. Dès huit heures du matin, les services de secours devaient dresser la carte des interventions d'urgence : dans tout le Gers, les rivières en crue transformées en véritables torrents emportaient tout sur leur passage. Les routes étaient submergées,

le téléphone coupé, isolant la plus grande partie de la région. Le Gers montait d'un mètre par heure. Le Pont Saint-Pierre, en amont d'Auch s'effondrait, les eaux boueuses du Gers recouvraient de deux mètres le quartier-bas de la ville.

Des canalisations de gaz cédaient, des arbres étaient

arrachés, des maisons complètement recouvertes. Dans l'après-midi, la deuxième passerelle, le Pont Bellay, s'effondrait à son tour. Les interventions de sauvetage étaient rendues très difficiles : dès 13 heures l'électricité était coupée, et le réseau téléphonique était totalement perturbé.

L'intervention des hélicoptères permettait de sauver de nombreuses personnes réfugiées sur les toits ou dans les arbres. Au Sud d'Auch, le village de l'Isle-de-Noé, menacé par la crue de la Baise, était évacué.

Hier, le bilan était de neuf morts et disparus pour la seule ville d'Auch. La ville a été ravagée par les eaux : rues éventrées, maisons effondrées, voitures renversées. L'électricité et le téléphone n'ont été rétablis que dans la haute-ville. Un gros problème est posé par l'approvisionnement en eau potable : il est assuré pour l'instant par des camions-citernes.

HAUTE-GARONNE : UN VILLAGE DE VACANCES EMPORTÉ PAR LES EAUX

Vendredi à deux heures du matin, une petite rivière, la Save, est montée en moins de dix minutes, surprenant les vacanciers du village de vacances de l'Isle-en-Dodon. Ceux-ci se précipitaient en désordre dans les arbres et sur les toits. Le courant était si violent qu'il renversait les barques des pompiers. A midi, les occupants du village étaient évacués. Mais cinq personnes dont trois enfants étaient portées disparues, et quatre blessés graves devaient être conduits à l'hôpital de Toulouse.

LOT-ET-GARONNE ET TARN-ET-GARONNE : DES CULTURES DÉTRUITES À 100 %

Dès jeudi, le Lot-et-Garonne était sérieusement touché. Vendredi, l'eau recouvrait les champs à perte de vue. A Saint-Vite, un ruisseau se transformait en torrent de boue et emportait une femme de 56 ans qui n'avait pu quitter sa maison. A Casseneuil, une colonie de vacances était évacuée dans la nuit ; au petit jour, un enfant était porté disparu.

Dans le Marmandais, plusieurs usines ont été inondées, l'agriculture a été très touchée.

Dans le Tarn-et-Garonne, les dégâts causés aux cultures sont considérables : champs ravins, cultures de melon, de tabac, de blé, de maïs détruites à 100% dans certains endroits. En Lomagne, c'est le sorgo, l'orge et l'ail qui ont été gravement touchés.

C'est pour le Sud-Ouest une catastrophe comme on n'en avait pas vu depuis longtemps. Venant quelques mois à peine après les inondations de février, les crues de ces jours-ci posent une nouvelle fois la question de la régulation des affluents de la Garonne.

L'absence de dispositifs anti-crues est un véritable scandale dans cette région où les inondations sont parfaitement prévisibles. Ce scandale, les organes d'informations le taisent soigneusement : il est plus commode de dénoncer les quelques vols dans les magasins éventrés par les eaux et de condamner leurs auteurs à trois mois de prison ferme.

Corresp. Nantes

Claude ANCHER

Attentat contre le directeur d'EDF

Une charge de plastic a explosé au domicile parisien de Marcel Boiteux, directeur d'EDF, dans la nuit du 8 au 9 juillet. La charge avait été placée dans le couloir du 4^e étage du 184 de l'avenue Victor Hugo. L'appartement de M. Boiteux a été totalement détruit et l'immeuble gravement endommagé. Il n'y a pas de victimes. Cet attentat n'a pas été revendiqué, mais il arrive à point pour ceux qui veulent déconsidérer les opposants à la politique électro-nucléaire d'EDF.

Affaire Guy Pelletier Mercredi, procès de l'internement abusif

Après une dizaine de remises d'audience devant la 1^{ère} Chambre civile et 3 ans de procédure, l'affaire Guy Pelletier vient en Correctionnelle ce mercredi 13 juillet à Paris. Interné arbitrairement pendant 35 mois, Guy Pelletier a porté plainte contre le Préfet de Pontoise et contre le docteur L. Dreyfus, neuropsychiatre. Le procès se déroulera à 13 heures 30, à la 17^{ème} chambre.

Tour de France : des bâtons dans les roues de l'équipe de Guimard

Entre Cyrille Guimard, directeur sportif, et ce qu'on appelle les managers, le torchon brûle. Les «managers» organisent la participation des coureurs aux critères après le Tour, en prélevant au passage 10 à 15 % sur les contrats. Guimard ayant annoncé son refus de passer par leurs services, ils ont menacé de couler les critères où seraient engagés les coureurs de son équipe. Guimard a menacé à son tour de mettre ses coureurs en chômage technique si ce chantage ne cessait pas.



Cultures inondées dans la région de Marmande

Samedi au Pellerin

15 CARS DE CRS CONTRE LA MANIFESTATION

La manifestation convoquée samedi matin au Pellerin par les Comités de défense contre la centrale nucléaire a rassemblé plusieurs centaines de personnes, en majorité des paysans. Cette protestation contre les violences policières exercées contre les paysans de Cheix, jeudi, aurait pu être plus massive, avec une meilleure mobilisation. Il faut remarquer de plus que de nombreux paysans étaient retenus par les travaux des champs.

Trois tracteurs venus de Cheix avec leurs remorques

d'ensilage participaient à la manifestation. Ils portaient des pancartes dénonçant la sauvagerie de l'intervention policière : charges à la grenade et sabotage volontaire des tracteurs (plus de 5 millions d'AF de dégâts). Au cours du meeting tenu sur la remorque d'un tracteur, un inspecteur de police principal de Nantes était démasqué. Ses papiers, dont sa carte de flic, furent confisqués.

La manifestation se rendait alors vers la place de l'Eglise du Pellerin, où se

tenait la mairie-annexe protégée par trois cars de CRS en tenue de combat (tandis qu'un hélicoptère tournait au-dessus), la mairie-annexe était vide (pas de commissaire-enquêteur) et le registre d'enquête se trouvait dans un car de flics ! Après une face-à-face d'une demi-heure, la manifestation s'est dispersée : au total, plus de quinze cars de CRS étaient signalés sur la commune du Pellerin !

Première expérience de la bombe à neutrons reconnue par les USA

UNE NOUVELLE ARME NUCLEAIRE

Le gouvernement américain a reconnu qu'au moins une expérience souterraine d'explosion de la nouvelle bombe à neutrons, a été faite dans le désert du Nevada. Cependant, Carter n'a pas encore décidé la production de cette arme qui bouleverserait le débat sur le rapport de forces entre les deux superpuissances et pourrait compromettre les négociations SALT.

La bombe à neutrons est une petite bombe à hydrogène : sa puissance représente le vingtième de la puissance de la bombe d'Hiroshima. Elle ne provoque pas de grands dommages matériels, contrairement à la bombe «classique». Elle détruit uniquement ce qui se trouve à 70 mètres autour du point d'impact. Mais entre 100 et 500 mètres, elle tue les êtres vivants, les plus proches instantanément, les autres progressivement, avec une atroce agonie qui peut durer plusieurs jours. L'engin pourrait être monté sur le missile Lance, équivalent du Pluton français. En annonçant la première expérience, le porte-parole du gouvernement américain a précisé que cet essai n'engageait pas l'avenir : «Il faut que les armes soient essayées avant d'être produites». Carter, qui avait estimé que la nouvelle bombe avait des «avantages humanitaires», doit prendre une décision sur la production en série vers le 15 août.

La bombe à neutrons

bouleverse les données de la stratégie nucléaire. On peut envisager un conflit qui n'implique pas de destruction massive pour chacune des superpuissances : une zone intermédiaire comme l'Europe pourrait être le théâtre des combats, puisqu'une armée ennemie peut être touchée sur un territoire «allié», sans que le potentiel économique de ce territoire soit détruit, ce qui était

l'inconvénient de la bombe classique. La nouvelle arme est au centre du débat sur la «détente» et l'effort d'armement aux Etats-Unis. Si, à l'intérieur de la bourgeoisie américaine, un accord s'est réalisé sur le fait qu'un «équilibre global» existe par rapport à la puissance militaire, chaque décision ou projet de Carter n'en est pas moins âprement discuté, le projet de bombe à neutrons était présenté après le report de la production du bombardier B 1 et la décision de déployer les missiles Cruise.

Les partisans de la «détente» aux USA critiquent le projet de la bombe à neutrons en affirmant qu'il remettrait en question les négociations SALT, en in-

troduisant une nouvelle catégorie d'arme qui rendrait un accord encore plus difficile. Le sénateur Hatfield, adversaire du projet, a déclaré : «C'est une erreur d'introduire dans notre armement de nouvelles armes qui effaceront la distinction existant entre armement conventionnel et armement nucléaire».

De son côté, l'agence TASS menace franchement les USA d'une rupture des négociations SALT, parlant d'une «nouvelle escalade dans la course aux armements», alors que l'URSS, selon certaines informations, développerait elle-même une nouvelle arme anti-missile, en utilisant un rayonnement protonique.

Aujourd'hui, la course aux armements s'accroît, tant en ce qui concerne la quantité que la complexité des moyens de destruction. Ni la trompeuse politique de «détente», ni l'équilibre de la terreur venant de l'éventualité d'un conflit généralisé ne peuvent plus être invoquées : les menaces des superpuissances contre les peuples sont bien réelles, puisqu'elles envisagent clairement de s'affronter avec leurs territoires.

Baltique : nouvel exercice militaire soviétique

L'URSS a organisé les 1^{er} et 2 juillet à l'ouest de la mer Baltique, la plus grande manœuvre militaire amphibie depuis trois ans avec des forces de Pologne et d'Allemagne de l'Est. Des unités des forces de Pologne et d'Allemagne de l'Est. Des unités de forces navales et aériennes des trois pays ont pris part à ces manœuvres sur l'île de Ruegen, en Allemagne de l'Est, à 75 km du Danemark. De nouveaux aérogles soviétiques ont été utilisés. Un grand nombre de bombardiers lourds et moyens ont frôlé l'espace aérien du Danemark.

SUD LIBAN



Contre-offensive des forces patriotiques et palestiniennes Menaces de guerre sioniste

Alors que les fascistes libanais appuyés et encadrés par les sionistes avaient commis au début de ce mois, de nouvelles agressions à partir de la zone qu'ils occupent le long de la frontière avec Israël, une importante contre-offensive des forces patriotiques et palestiniennes a eu lieu la semaine dernière. Yasser

Arafat, dirigeant de l'OLP est venu inspecter le front. Les lignes de défense des fascistes ont été enfoncées et Ein Ebel, l'un des trois villages annexés par les forces conjointes des fascistes et des sionistes a été repris.

Selon des informations en provenance d'Israël, les dirigeants des fascistes ont demandé une aide accrue en

armes et en véhicules blindés aux sionistes. Cette aide serait approuvée par l'impérialisme US. A quelques jours de la visite de Begin à Carter, c'est une intervention ouverte des sionistes soutenus par l'impérialisme US qui se prépare. Elle peut prendre la dimension d'une guerre-éclair contre le Sud-Liban.

Europe des polices : collaboration franco-italienne

Berardi, animateur de la «radio-libre» de Bologne «Radio-Alice» a été arrêté à Paris la semaine dernière en vertu d'une demande d'extradition de l'Italie. Berardi est accusé, à cause du rôle que sa radio a joué pendant les manifestations de Bologne de mai dernier, de complot contre la sûreté de l'Etat. C'est le PCI qui est à l'initiative de ces poursuites. L'extradition de Berardi, si elle est effectuée serait, après celle de Detlev Schultz en Allemagne, une nouvelle application des «accords anti-terroristes» de l'année dernière, légalisant l'Europe des polices.

Erythrée : offensive du DERG autour d'Asmara

L'offensive du DERG (junte éthiopienne) contre les patriotes d'Erythrée, préparée par un apport massif de troupes depuis plusieurs mois a commencé la semaine dernière. Les forces du DERG tentent de rompre l'encerclement d'Asmara une des dernières villes qu'il contrôle encore. En 1967 et 1970, le régime d'Haïlé Selassié avait lancé deux «campagnes d'anéantissement» contre les mouvements de libération. La guerre avait cessé après la chute de l'empereur en 1974. Mais le DERG, refusant l'indépendance de l'Erythrée, reprenait la guerre en 1975 et organisait l'année dernière une «marche rouge» qui n'a pu venir à bout de la guérilla. Alors que les patriotes contrôlent 90 % du territoire, le DERG lance aujourd'hui une nouvelle offensive, soutenu par l'URSS qui a intensifié ses fournitures d'armes et de moyens de transports depuis le début de l'année.

Zimbabwe : Sithole contre le Front Patriotique

Sithole, ancien dirigeant du mouvement de libération du Zimbabwe a fait, dans une interview accordée à un journal rhodésien, une déclaration où il réprovoque la lutte armée et attaque le Front Patriotique. Il a affirmé qu'il soutenait le plan de règlement anglo-américain. Par de telles déclarations, Sithole se présente comme candidat au «gouvernement modéré» que les impérialismes occidentaux veulent mettre en place. Rappelons que le récent sommet de l'O.U.A. a reconnu le Front Patriotique du Zimbabwe et a invité tous les patriotes à le rejoindre.

Afrique du sud : nouvel assassinat dans les prisons de Vorster

Phakomile Mabija, 27 ans, est mort vendredi en tombant du 6^e étage du commissariat de police de Kimberley. Il avait été arrêté au cours d'une manifestation et devait être jugé. Il s'agit du treizième assassinat de prisonniers connu depuis un an. D'après les lois d'exception, la police raciste a le droit de garder à vue les manifestants trois mois.

ANGOLA : NITO ALVES ARRÊTÉ

Nito Alvès, ancien dirigeant du MPLA et responsable de la tentative de coup d'Etat du 27 mai, a été retrouvé et arrêté.

JAPON : CONTRADICTIONS ENTRE LE PC JAPONAIS ET L'URSS

La polémique entre le parti révisionniste japonais et l'URSS s'aggrave. Le PC japonais a dénoncé l'annexion des Kouriles. La Pravda a répondu en l'accusant de «chauvinisme» et d'«hostilité au peuple russe». L'organe du parti japonais a dénoncé l'attitude de grande puissance interventionniste adoptée par l'URSS.

URSS-YOUGOSLAVIE :

Une visite officielle en URSS est prévue au mois d'août. Il doit rencontrer Brejnev.

KOWEIT : DÉTOURNEMENT D'AVION

Un avion des lignes koweïtiennes venant de Beyrouth a été détourné vendredi par un commando et s'est posé sur l'aéroport de Koweït. Dans la journée de dimanche, des négociations étaient en cours. L'Organisation de Libération de la Palestine a immédiatement démenti toute participation à ce détournement.

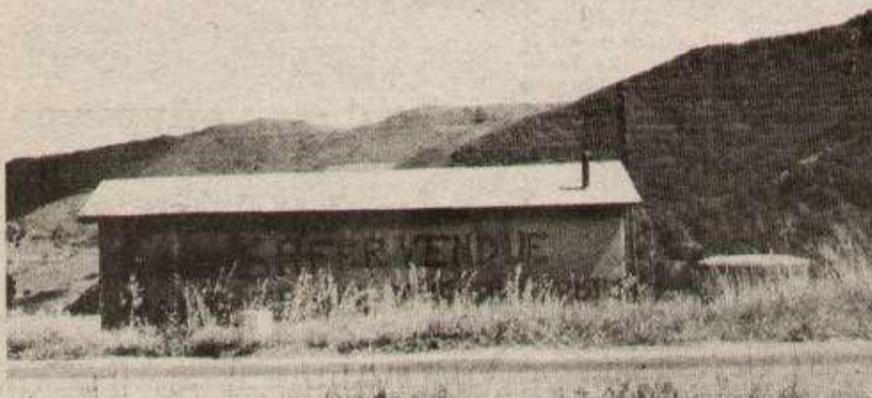
GRANDE-BRETAGNE NOUVELLE BAISSÉ DES TRAVAILLISTES DANS UNE ÉLECTION PARTIELLE

Le Parti travailliste a subi un sévère échec la semaine dernière dans une élection partielle au Nord-Est de Londres. Les conservateurs ont gardé leur siège, mais de plus les travaillistes perdent plus de la moitié des voix qu'ils avaient eues dans cette circonscription en 1974, tandis que le score de leurs alliés libéraux passe de 30 % à 25 %.

L'ARDÈCHE: des paysans... et des touristes

par Pierre PUJOL

Une situation qui divise les travailleurs



«SAFER vendue !» : une expression de la révolte des paysans contre la mort lente d'une région, où le tourisme est souvent utilisé pour de grosses opérations financières.

L'Ardèche est ce qu'on pourrait appeler un département «touristique». En même temps que la «vocation» touristique de l'Ardèche s'affirme, la vraie vie du département s'essouffle. Depuis la guerre, la population a diminué de moitié. Les petits paysans sont éliminés un par un : les pêches se vendent comparativement moins cher qu'il y a 10 ans, alors que le coût de la vie a augmenté énormément. Nombreux sont les paysans qui disent avec regret «Dans dix ans, l'Ardèche c'est fini».

De lien régulier entre les villages, il n'y en a plus depuis que les trains de voyageurs ont été supprimés en 73. Il ne reste plus qu'un train qui fait épisodiquement des voyages de Tournon à Lamastre pour les touristes. Un tourisme qui vit un peu de la mort lente du pays, comme en témoigne la gare de Saint-Fortunat, transformée en... camping, celle des Ollières qui sert aux répétitions de «la musique»...

Et puis il y a les Hollandais, si nombreux qu'on appelle déjà le pays «la petite

Hollande». «Ils ont de l'argent. Ils achètent de vieilles maisons isolées, ils les retapent, et c'est souvent des villages entiers où il n'y a plus qu'eux !» c'est un employé de Privas, fils de paysan, qui parle. «En achetant les fermes, ils gèlent les terres puisqu'ils ne sont pas là de l'année, et de bonnes terres restent en friche alors que les jeunes doivent partir. Pour le commerce c'est pareil. C'est par camions frigorifiques entiers, qu'ils se font amener toute leur alimentation des Pays-Bas, le beurre, la viande, etc. Ils viennent consommer entre eux et à l'écart des paysans le soleil et le beau paysage ardéchois».

L'irruption massive de touristes chaque été ne va pas sans créer quelques tensions entre les paysans et les estivants. Mais dans l'ensemble, les agriculteurs ne se trompent pas de cible. Ce ne sont ni les étrangers, ni les touristes qui sont responsables de cette situation. «C'est la politique d'ensemble, c'est l'économie de fond qui est à revoir» nous a expliqué ce paysan de Saint-Sauveur de Montagut qui nous a accordé cette interview.

► **Quotidien du Peuple :** On dit que des villages entiers sont rachetés par les touristes hollandais qui y vivent sans rien acheter dans votre région ?

- J.P.V. : C'est vrai, il y a des endroits où les Hollandais ont racheté des villages entiers ; par exemple, dans la commune de Curas, ils viennent pendant les congés, c'est tout. Du côté des Ollières, ils ont un camping, ils ont eux-mêmes leur système d'approvisionnement, ils ne font rien gagner aux gens par ici. Le problème, ce n'est pas les Hollandais à vrai dire. Le problème c'est que, à partir du moment où les villages deviennent déserts, ils sont mis à la vente. Il y a des endroits où il ne se trouve même pas un paysan pour reprendre le terrain. Alors, c'est le type qui arrive qui prend !

Au niveau des communes, si on pouvait s'entendre pour planifier le terrain, ce serait mieux, car le risque, c'est que les fermes soient transformées en plantations de pins, pêle-mêle, un peu partout.

Hollandais ou autre, le problème c'est, à la base, celui de la région.

► **QdP :** Sur quoi reposent les tensions entre estivants et paysans ?

- J.P.V. : Il y a un effet de tension à partir du moment où il y a concentration de touristes dans un endroit donné, quelle que soit la nationalité des touristes. Dans la Basse-Ardèche, du côté de Vallon-Pont d'Arc, les touristes sont de plus en plus nombreux. Le préfet, l'an dernier, avait même donné son accord pour que le concassage de pierres qui se faisait sur une montagne, soit interrompu pendant l'été. Parce que les touristes avaient fait une pétition à cause du bruit ! Si on raisonne comme ça, on peut remettre en cause le traitement de la vigne, parce que c'est nauséabond, l'arrosage parce que c'est bruyant, etc. Du côté de Vallon-Pont

d'Arc, il y a eu de grosses tensions et si ça continue, cela peut très bien faire des affrontements comme en Corse ! Quittant les concentrations des villes, on va vers d'autres concentrations. On fait des trucs monumentaux et les gens sont entassés dans les campings. D'une fourmillière humaine en ville, on rentre dans une fourmillière à la campagne pour passer les vacances ! Ce tourisme là, ça n'amène rien du tout !

► **QdP :** Dans ces conditions, les rapports entre touristes et paysans sont peu développés ?

- J.P.V. : A un échelon local, les gens arrivent beaucoup plus à se connaître. Disons que le tourisme ne doit pas être la base économique. Le tourisme doit s'ajouter à toute une vie sociale, ce n'est pas parce qu'on amènera une certaine activité grâce au tourisme, qu'on va développer automatiquement la région, ce n'est pas vrai ! Cela ne peut être qu'un complément. Ils encouragent les communes à axer leur développement sur le tourisme et à réaliser de grosses opérations. C'est plutôt le tourisme à la ferme qui serait intéressant. On pourrait organiser des sortes de marchés dans les communes où les gens pourraient s'approvisionner. Mais, à partir du moment où sont organisées des grosses concentrations, des supermarchés sont montés à l'intérieur des campings qui s'approvisionnent ailleurs que dans la région. Finalement l'économie fondée sur ce type de tourisme échappe à l'échelon local ! Au profit de quelques-uns... A partir du moment où il y a de telles concentrations touristiques, c'est l'anonymat qui prévaut, les gens ne se connaissent pas, et parfois, les pêches sont pillées, les récoltes ne sont pas respectées...

► **QdP :** Mais malgré ces freins, est-ce qu'il n'y a pas parfois d'autres types

de rapports entre touristes et paysans, je pense aux estivants d'origine populaire ?

- J.P.V. : C'est sûr qu'il y a des attitudes différentes, et même pour les Hollandais selon leur classe, il y en a de plusieurs sortes.

Si une maison est retapée dans un village, cela n'est pas un mal si les gens reviennent tous les étés, mais à condition que le terrain reste à la commune, qu'on puisse le travailler. Ce qui est anormal, c'est que le terrain échappe aux paysans de la commune !

Quelquefois, il y a de très bons rapports entre les travailleurs qui sont en vacances et les paysans. Il y en a qui aident les paysans à travailler. Il y a des discussions et c'est facilité quand l'estivant est intégré à l'échelon local.

C'est toute la différence avec les espèces de ghettos mis en place par des sociétés, dont le pouvoir économique est écrasant pour la région et qui peu à peu, cherchent à liquider le paysan ! C'est pourquoi ce type de tourisme concentrationnaire est mal vu au niveau des paysans.

En plus, dans une région classée «touristique» comme l'Ardèche, la venue massive des touristes du jour au lendemain, on la sent passer : d'un seul coup, les étiquettes valent ; les moins fortunés et ceux qui vivent en permanence ici, portent ce fardeau ! Est-il normal d'axer la vie d'un pays sur deux-trois mois d'été ? C'est vivre à l'aveuglette !

Il y a des milliards qui sont dépensés pour l'équipement touristique des régions. Avec cet argent, on «achète» les communes et on méprise l'économie de fond, les jeunes quittent la campagne et à terme, l'indépendance économique du pays, du point de vue agriculture, est menacée ! Prenons l'exemple du barrage du Cheylard. Au début, pour l'imposer, ils disaient que

c'était pour produire de l'électricité. Mais depuis, on s'est rendu compte que c'est juste un plan d'eau pour le tourisme ! Les communes ont marché à cause des subventions à la construction. Alors qu'avec cette masse d'argent et de travail, on aurait pu construire des équipements précieux pour la vie de plusieurs communes !

► **QdP :** Les paysans sont ceux qui prennent le moins de vacances. Que penses-tu des vacances de masse qui existent aujourd'hui. Et que penses-tu de ceux qui bénéficient des congés payés ?

- J.P.V. : Personnellement, cela ne me viendrait pas à l'idée d'aller encore dans une énorme concentration pour pouvoir me reposer. Quand on voit le dimanche les gens mettre deux ou trois heures pour faire quelques kilomètres, on comprend qu'ils aient besoin d'aller vers la campagne. Pour nous, c'est différent. Il faudrait pouvoir partir dans l'hiver quelques jours. A partir du moment où le gars est seul sur l'exploitation, (ce qui arrive souvent), cela pose des problèmes ! Il faut essayer de s'organiser pour se faire remplacer. C'est cela le problème essentiel. Que les ouvriers partent un peu plus en vacances, il n'est pas question de faire de clivages, on est tous des travailleurs et on est exploité d'une manière ou d'une autre. Certains paysans ne le comprennent pas encore, mais il faut changer ces idées. En aidant un petit peu le paysan, le touriste fera beaucoup moins de frais encore qu'en ville. Tous les deux y gagnent, ils se connaissent, alors que les concentrations organisées actuellement, bloquent tout échange et que les classes sont masquées par l'anonymat, que se créent des tensions même entre exploités !

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lattres Nouvelles»
copyright Édition Denoël **55^e épisode**

Ils remontèrent ensemble dans la voiture. Arezki paraissait mécontent. Il accompagna ses propos de gestes de menace envers son camarade.

— Il m'a dit raton!

— Et alors? demanda Arezki. Tu ne peux pas entendre ça? Et ton père et ta mère, là-bas, qu'est-ce qu'ils entendent?

J'intervins pour dire que c'était honteux qu'un ouvrier fût raciste et traitât l'autre de raton.

Arezki se mit à rire et secoua la tête.

— Si tu ne peux pas supporter ça, dit-il à Mustapha, comment supporteras-tu le reste?

— Il faut en parler au délégué syndical, proposai-je.

Mustapha eut un geste obscène. Mais nous avions perdu trop de temps, et chacun se remit au travail.

— Il va neiger, dit Mustapha.

Il se pencha vers le Magyar.

— Neige!

L'autre leva sa tête couverte d'épais cheveux blonds, très frisés. Son visage boutonneux et rouge disait la misère, la solitude, et je pensai, à cet instant, au bien que devaient lui faire les appels de Mustapha.

Je rentrai dans la voiture d'où Arezki sortait. Il lança, en regardant de côté :

— Aujourd'hui, c'est mon anniversaire.

Je restai surprise quelques secondes et je repris la vérification. Les muscles, au début réfractaires, obéissaient maintenant, mais si un mouvement imprévu changeait l'ordre mécanique, ils grinçaient comme de vieilles poulies. Le bon ouvrier, c'est celui qui contrôle ses gestes et n'en fait aucun d'inutile. Et comme cette rythmique n'a pas été prévue pour la conversation, il faut, pour échanger quelques phrases, précipiter un mouvement ou en sauter un autre. On y arrive quand même, mais en bousculant l'ordre établi et en gênant les camarades. Alors, quand un homme vous jette en descendant de voiture « aujourd'hui, c'est mon anniversaire », on oublie le tableau de bord pour le rattraper à la voiture suivante et lui dire, dans le fracas des marteaux : « bon anniversaire ». Et comme je lui disais cela et qu'il me remerciait d'un sourire, le chahut éclata, si puissant qu'il couvrit les moteurs. Nous nous arrêtrâmes tous. Le Marocain, Mustapha et le Magyar sautèrent dans l'allée. Arezki se tourna vers moi :

— C'est pour les femmes.

Gilles arrivait, suivi par quatre filles, et des hurlements partirent de la chaîne. Mustapha gesticulait, criait, et Arezki me le montra en riant.

Quand le groupe fut passé, ils reprirent tous le travail, mais Mustapha, très excité, allait et venait, montait, descendait, puis finit par se laisser emmener dans la voiture qui partait à l'avant.

Il revint un moment après, se précipita sur le Magyar.

— Femme belle, dit-il.

Son retard ne paraissait pas l'inquiéter. Arezki s'avança ; Mustapha le saisit par le bras.

— Il y a une femme, juste là. Elle contrôle les serrures.

Et il siffla d'admiration.

— Tant mieux, dit Arezki, indifférent.

Sa réponse me fit plaisir. L'enthousiasme de Mustapha m'avait un peu agacée.

(à suivre)

Programme télé

LUNDI 11 JUILLET

TF 1

18 h 10 - Cosmos 1999. Série de science-fiction
19 h 00 - Graine d'ortie. Feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les partis politiques. Le Parti communiste français
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Orgueil et passion. Film américain (aventures) de Stanley Kramer (57)
22 h 35 - Tour de France
22 h 50 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Animal parade
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Flash information
19 h 45 - Les détours de France
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - La saga des Français. Le temps d'apprendre à vivre
22 h 50 - L'huile sur le feu
23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Flash
19 h 05 - Sports 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre : Jean Jaudel
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Les pétroleuses. Film franco-italien-espagnol (western parodique) de Christian-Jaque (71)
22 h 00 - FR 3 actualités

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F
Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN



636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

FRONT ROUGE

REVUE POLITIQUE ET THEORIQUE
DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
MARXISTE LENINISTE

VIENT DE PARAITRE

NOUVELLE SERIE
96 PAGES



FRONT ROUGE

Le PCF
et les nationalisations :
ouvrir la voie au capitalisme d'Etat

A propos du livre
«Les communistes et l'Etat»
La dictature du prolétariat
est-elle dépassée?

Éléments pour la lutte
contre le chômage

PASSEZ VOS COMMANDES A FRONT ROUGE
BP 68. 75019 PARIS

PRIX : 10 F + PORT

AU SOMMAIRE :

Dossier nationalisation :
Le PCF et les nationalisations : ouvrir la voie au
capitalisme d'Etat p. 4
o La place des nationalisations dans le projet du
PCF p. 8
o La sidérurgie : la crise p. 15
: la nationalisation p. 22
o La chimie : la crise p. 28
: la nationalisation p. 36

A propos de la bureaucratie d'Etat :
Les grands commis p. 43

A propos du livre : «Les communistes et l'Etat» :
La dictature du prolétariat est-elle dépassée ? p. 55

Le mouvement des femmes :
Dans la lutte pour le socialisme p. 68

Chômage :
Éléments pour la lutte contre le chômage p. 82

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

MALVILLE 77



Malville 76 : des manifestants venus de toute la France (ici une délégation de Port-la-Nouvelle). L'attitude apparemment débonnaire des gendarmes fera bientôt place aux matraques et aux grenades.

LES COMITÉS MALVILLE ET LA GAUCHE

Reportage d'Éric BREHAT

« Dans ce domaine, la gauche ne semble pas prête à verser dans l'électoralisme ». C'est ainsi qu'un fin chroniqueur du « Matin » analyse l'accord entre les partis de gauche sur la nécessité de miser sur les centrales nucléaires, c'est-à-dire de reconduire, dans ses grandes lignes, le programme nucléaire actuel. C'est pourtant au fur et à mesure que l'échéance des législatives s'approche, que les partis de gauche se montrent de plus en plus favorables au programme électronucléaire. Les

faits, plus encore que les déclarations le montrent. A Grenoble, la municipalité dirigée par Dubedout est considérée comme un « modèle de municipalité socialiste ». Dans l'Isère, le conseil général est présidé par Louis Mermaz, homme d'importance dans le PS. C'est dans l'Isère que doit se construire Superphénix. C'est à Grenoble que les comités Malville ont le plus d'activité. Ils ont pu juger, ces derniers temps des positions de la gauche.

tatant que le mouvement reste d'ampleur limitée. D'ailleurs écrit une lettre aux autoréducteurs, les enjoignant de payer, car « ils se trompent d'ennemi ». Le 2 juillet, la régie intervient sur 77 compteurs. Pour toutes les personnes qui n'étaient pas chez elles, la coupure est opérée.

C'est de fait l'épreuve de force. Le comité Malville intervient aussitôt, empêchant quelques coupures, et organise un rassemblement à la mairie. Une séance municipale est perturbée. M. Dubedout refuse de « venir s'expliquer devant 150 per-

sonnes », car ce ne serait pas « démocratique »...

Au comité Malville, le problème posé de l'attitude vis-à-vis de la Mairie est à nouveau posé. En fait, il s'agit bel et bien de l'attitude à prendre vis-à-vis de l'Union de la Gauche. On constate à cette occasion que le courant strictement écologique non-violent, ferme vis-à-vis de l'Union de la gauche, quand celle-ci est minoritaire (cf Paris), l'est beaucoup moins quand elle est déjà en place, comme à Grenoble. La question de 78, et de l'après 78 est déjà posée, concrètement.

UNE VIEILLE HISTOIRE

M. Dubedout, maire socialiste de Grenoble, avait envisagé d'accepter la proposition faite par Rhône-Poulenc de construire avec la municipalité une petite centrale nucléaire pour fournir de la chaleur à son usine de Pont-de-Claix. L'affaire est venue aux oreilles des syndicalistes de l'usine. Peu enthousiasmés à l'idée de travailler à côté d'une centrale contrôlée par Rhône-Poulenc (dont ils connaissent l'attitude vis-à-vis de la sécurité), ils avertissent la population locale. Des réunions d'information sont organisées. La mairie doit reconnaître qu'il y a bien eu des rencontres, mais que rien n'est décidé. Rien ne se décidera, finalement, mais l'on a pu constater la conception du « débat démocratique » de la municipalité.

Quelques temps plus tard, on apprend grâce aux comités Malville que le Centre d'Études nucléaires a laissé quelques effluents radio-

actifs s'échapper, et polluer la nappe phréatique de Grenoble. La fuite a eu lieu plus d'un an avant que la révélation en soit faite. Le CEA n'a pas jugé utile de faire connaître l'incident, la municipalité, dont il est difficile de croire qu'elle n'en ait pas eu connaissance, avait gardé le silence.

LES PRISES DE POSITION

A la suite de la mobilisation de juillet 76, la construction du réacteur à neutrons rapides revient au premier plan de l'actualité. Les jours qui ont suivi le 3 juillet ont montré que la population locale est largement opposée à la construction de la centrale, et se solidarise avec les manifestants. Les élus locaux comprennent que la question va prendre de l'importance aux élections. Le Conseil général de l'Isère organise alors une consultation à l'américaine : il siège plusieurs jours durant pour

écouter l'avis de techniciens, de scientifiques, de représentants de l'EDF et de la NERSA (société franco-germano-italienne, maître d'œuvre de la centrale). La consultation est sanctionnée par un vote. Majoritaire, le PS impose sa motion. A la différence de celle du PCF, qui ne demandait rien de concret (par « respect » pour les ingénieurs du CEA et de l'EDF), elle demande l'ajournement des travaux sous condition d'enquête de sécurité. Les manifestants de juillet demandaient une consultation populaire des populations concernées. La prise de position du conseil général est cependant ressentie comme une conséquence directe de la mobilisation, et à ce titre, considérée comme un acquis positif des Comités Malville.

Informé de la prise de position du Conseil général, le Premier ministre ne daigne même pas répondre. Un recours en Conseil d'Etat est engagé. Les travaux se poursuivent quand même.

LES ACTES

C'est dans la ville de Grenoble, où le Comité Malville est très actif, que vont se préciser les positions.

Une manifestation est prévue à la fin juin par le Comité Malville, à laquelle sont conviées toutes les organisations syndicales et politiques. Le PS et l'Union Départementale CFDT font savoir qu'ils refusent de manifester avec l'extrême-gauche et appellent eux-mêmes à une manifestation le 29. L'exclusive apparaît vite comme un prétexte à ne pas manifester à l'appel du Comité Malville. Un large débat s'instaure en son sein. Faut-il se fonder dans le cortège PS-CFDT, pour ne pas aggraver la tension avec des organisa-

tions dont on espère qu'elles participeront à la manifestation du 30-31 juillet ? Faut-il refuser le diktat, car il ne vise qu'à laisser le PS prendre la direction du mouvement, pour mieux le neutraliser à la veille des législatives ? Le débat porte vite sur le fond : une fois la gauche au pouvoir, que fera-t-elle vis-à-vis du programme nucléaire, de Superphénix en particulier ? N'utilisera-t-elle pas à fond l'argument « Vous faites le jeu de la droite » vis-à-vis des opposants ? La décision à prendre préfigure en quelque sorte celles qu'il faudra peut-être prendre dans quelques mois. La seconde position l'emporte : le Comité Malville appelle séparément à la manifestation, impose d'être en tête, et maintient son mot d'ordre d'arrêt de Superphénix. La décision est payante : de nombreux syndicalistes CFDT (RPP, Neyrpic, Hewlett-Packard...) manifestent avec le comité, dont le cortège est de loin le plus massif.

LA REPRESSION DES AUTOREDUCTEURS

Un deuxième événement va encore préciser les positions. Un mouvement d'autoréduction des factures d'électricité avait été lancé par les Assises de Morestel des Comités : les auto-réducteurs diminuent de 15 % leurs factures d'électricité (cela correspond à la part de financement de Superphénix) et versent le complément à une caisse d'avocats. Sur Grenoble, 250 compteurs, soit près d'un millier de personnes, et une centaine sur l'agglomération, sont touchés par le mouvement. Or, la distribution d'électricité est assurée non pas par EDF, mais par une régie municipale. Cons-

Débat dans le comité

Depuis l'attentat contre le comité Malville, on prend des précautions. La Maison pour Tous du quartier St Laurent, qui accepte d'accueillir, malgré les menaces, le Comité, est gardée à toutes ses sorties. Une cinquantaine de personnes assistent à la réunion, convoquée extraordinairement pour discuter des coupures. La plupart des participants sont des intellectuels, enseignants, scientifiques, professions « sociales ». Il y a aussi des employés, et quelques ouvriers. Différents « courants de pensée » coexistent : un courant écologique non violent, un courant anti-nucléaire sur des bases anticapitalistes, auquel se rattache des militants appartenant à des organisations politiques. Le débat s'engage, sur la riposte à organiser aux coupures de courant :

— « Il y a des divergences dans le PS entre le comité de ville et la fédération. La fédération a appelé les maires socialistes à fermer les mairies jeudi prochain, contre le silence de Barre sur la position du Conseil général. Fermons nous-mêmes la mairie jeudi. Ça nous évite de nous opposer de façon violente et absolue à la municipalité, et de disperser nos forces avant le 30 juillet. »

— « On ne va pas se mettre à distinguer les bons et les mauvais socialistes ! Comment peut-on encore parler d'alliance avec le PS, alors qu'il nous attaque ? »

L'éventualité de rétablir illégalement le courant est alors discutée.

— « Est-ce que ça vaut la peine d'aller vers un procès avec la RGE ? »

— « Un procès contre la Régie, c'est un procès contre la municipalité. Ça me gêne beaucoup d'engager une épreuve de force contre la municipalité. »

— « Dès qu'on pose les problèmes fondamentaux, c'est toujours le même argument du PS-PC : « Vous vous trompez d'ennemi, nous ne sommes que des gestionnaires ». Justement, ils sont des gestionnaires. »

— « A FR 3, le PS et la municipalité sont intervenus. Ça ressemble fort à un chantage : « Si vous êtes sages, si vous n'embêtez pas la gauche, on ira à Malville. »

« L'autre soir, Dubedout s'est vraiment conduit comme un patron. Ça m'a rappelé quand le mien m'a licencié. Il veut utiliser les contradictions chez nous. Si on commence à céder, il n'y a plus de limites, et on en viendra à accepter Superphénix. »

La position de ne pas céder à la municipalité est majoritaire. Cela ne résout pas pour autant le problème de la forme concrète de riposte. Les réunions d'« autoréducteurs » devront en décider.

INTOXICATIONS EN TOUT GENRE

Le comité Malville a été victime d'une agression à la grenade par un militant d'extrême droite. Régulièrement, l'imprimerie « Vérité Rhône-Alpes » est victime d'attentats plus ou moins graves. Pourtant, dans le « Matin » du 21 juillet (édition du Muz) on pouvait lire à propos de l'attentat contre la Bourse du Travail : « A la CFDT, on s'interroge. Après l'attentat, d'étranges rumeurs avaient couru : des bombes auraient été entreposées dans les locaux de la CFDT par des membres du Comité Malville. Or, certains membres de ce Comité étaient allés jusqu'à écrire que le 30 juillet prochain, date à laquelle est prévue une grande manifestation contre la centrale nucléaire, il fallait « faire sauter cette centrale ». Une phrase qui pourrait inciter à créer un lien entre la CFDT et le Comité Malville. »

Les rédacteurs du « Matin » n'ont pas perdu leurs bonnes habitudes de France Soir. Car ces bruits n'ont jamais circulé ailleurs que dans la bouche de ceux qui, à la CFDT ou à la Mairie, craignent de plus en plus le Comité Malville et, faute de contrôler son action, aimeraient bien le discréditer. En général, ils ont aussi leur carte au PS.